



Faire 2030  
ensemble

# Favoriser l'accès de tou.te.s à l'éducation

---

Carnet d'exploration



Novembre 2019



# Favoriser l'accès de tou.te.s à l'éducation

## Carnet d'exploration

Ce carnet thématique retrace le processus de travail effectué dans le cadre **des ateliers du Faire ensemble consacrés à la thématique de l'accès à l'éducation**, déployés entre septembre 2018 et juin 2019 par la Fonda.

Portés par un collectif d'acteurs, les ateliers du Faire ensemble sont des espaces de partage de connaissances et d'impulsion de stratégies d'impact collectif.

Ils ont contribué à l'organisation de séminaires permettant d'identifier des problématiques partagées, puis **de marathons du Faire ensemble**, dont l'objectif était de faire émerger des communautés d'action proposant une réponse collective à ces problématiques.

---

## Sommaire

---

<b>I. Favoriser l'accès de tous à l'éducation</b>	<b>p. 4</b>
A. Tour d'horizon des problématiques	p. 5
B. Ce qui nous interpelle	p. 10
<b>II. Les tendances et données clés</b>	<b>p. 13</b>
<b>III. Faire Ensemble</b>	<b>p. 16</b>
A. Les questions essentielles	p. 16
B. Vers une stratégie d'impact collectif	p. 17
<b>IV. Recueil d'initiatives</b>	<b>p. 18</b>
<b><i>Le programme Faire ensemble 2030</i></b>	<b><i>p. 25</i></b>

# I. FAVORISER L'ACCÈS DE TOU.TE.S À L'ÉDUCATION

Ce chapitre propose une synthèse des échanges **du séminaire « Favoriser l'accès de tous à l'éducation »**, qui s'est tenu le 30 janvier 2019 aux Canaux, à Paris, et a réuni cinquante participants.

Lors de ce séminaire, une approche problématique du sujet a été proposée dans le cadre d'une table ronde et d'une conférence en plénière, puis a fait émerger, lors d'une séquence en ateliers, une série de questions à prendre en considération.

La table ronde, réunissant **Anina Ciuciu**, du collectif « École pour tous », **Ernestine Ngo Melha**, de l'Association d'aide à l'éducation de l'enfant handicapé (AAEEH), **Damien Baldin**, du Choix de l'École, **Anne-Lise Denoeud**, d'Unicef France, et la conférence de **Jules Donzelot**, sociologue, ont permis de dresser **un tour d'horizon des problématiques** (sous-partie A).

Les participants du séminaire ont ensuite été amenés à travailler en groupe autour de quatre enjeux thématiques. Le fruit de leurs échanges est retracé dans la sous-partie B **« Ce qui nous interpelle »**.

*De gauche à droite : Anne-Lise Denoeud, Ernestine Ngo Melha, Damien Baldin, Anina Ciuciu. La table ronde était animée par Bastien Engelbach, coordonnateur des programmes de la Fonda.*



## A. Tour d'horizon des problématiques

Il existe aujourd'hui des inégalités dans l'accès à l'éducation. Promouvoir un accès égal à une éducation de qualité est un des défis transversaux des objectifs de développement durable de l'ONU, au croisement de l'ODD 4 pour une éducation de qualité, de l'ODD 5 pour l'égalité entre les sexes et de l'ODD 10 pour des inégalités réduites.

En France, la question des inégalités est un enjeu clé, notamment par le biais de la question de l'accès à l'éducation. En effet, en France, l'accès à l'école n'est pas acquis pour tous et à tous les niveaux.

### Panorama : quelles formes prennent les inégalités d'accès à l'éducation ?

#### Il existe tout d'abord des inégalités dans l'accès à la formation initiale.

L'école est un droit en France, mais ce droit n'est pas acquis pour des milliers d'enfants et d'adolescents chaque année. Ainsi, environ 80% des enfants vivant en bidonvilles et en squats ne sont pas scolarisés, mais c'est aussi le cas d'enfants vivant en habitat précaire ou en hébergement d'urgence. L'inscription à l'école reste difficile pour les jeunes mineurs isolés.

La situation est critique dans les départements d'outre-mer : selon certaines estimations, 5 000 enfants à Mayotte et 10 000 enfants en Guyane seraient privés d'écoles. La non-scolarisation reste donc un enjeu important en France.

Les enfants en situation de handicap connaissent aussi d'importantes difficultés pour accéder à l'école et ne bénéficient pas toujours du même accès aux connaissances que les autres enfants. L'école doit être pensée dans une perspective inclusive, qui prend en compte la diversité et s'adapte aux spécificités des enfants.

Des progrès sont à signaler en ce sens. Depuis la loi de 2005, qui a instauré un droit à la scolarisation pour tous les enfants et adolescents handicapés, le nombre d'élèves handicapés scolarisés dans une école "lambda" a presque doublé (252 285 élèves en 2014 contre 133 838 en 2004).

En 2016-2017, ce sont 300 815 enfants en situation de handicap qui ont été scolarisés dans les écoles et établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale. Néanmoins, les barrières d'accès aux études supérieures sont encore très importantes (seulement 6% des jeunes handicapés âgés de 20 à 24 ans sont diplômés de l'enseignement supérieur) tandis que les barrières « physiques » à la scolarisation perdurent, de nombreux établissements n'étant pas encore aux normes en matière d'accessibilité.

Même si la situation s'améliore, de nombreux défis restent à relever en matière d'accessibilité, d'accueil et de partage d'informations pour les enfants vulnérables.

## À cela s'ajoutent des inégalités dans la construction des parcours éducatifs, les inégalités de départ se reproduisant tout au long du parcours...

La poursuite d'études supérieures est conditionnée par le milieu social d'origine de l'enfant. Un récent rapport de l'OCDE souligne ainsi que l'« écart de résultats scolaires entre les enfants de milieux aisés et ceux de familles modestes est visible dès l'âge de dix ans et se creuse tout au long de la vie ». La France fait partie des pays de l'OCDE où l'origine sociale influe le plus sur la réussite scolaire. Selon l'évaluation PISA, 20 % de la performance scolaire des élèves français en sciences en 2015 est associée à des « différences de statut économique ».

D'autre part, environ 50 % des élèves défavorisés sont scolarisés dans des « écoles au profil socioéconomique également défavorisé » (proportion légèrement supérieure à la moyenne de l'OCDE). Il existe en effet une forte corrélation entre la composition sociale d'un territoire et celle des collèges qui y sont implantés : en d'autres termes, la France entretient des « ghettos scolaires » dans des « ghettos sociaux » et ne parvient pas à inverser la tendance.

Le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) souligne des inégalités dans l'attribution de moyens selon les territoires, les zones les plus désavantagées étant ainsi celles où exercent les professeurs qui ont le moins d'expérience, au statut plus précaire et avec un fort turnover, tandis que l'offre de formation y est plus réduite. On observe par conséquent des fortes disparités dans les résultats au brevet selon les territoires.

Un bilan similaire peut être dressé en ce qui concerne la mobilité sociale : en France, les adultes dont les parents sont diplômés de l'enseignement supérieur ont quatorze

fois plus de chance d'obtenir à leur tour un diplôme du supérieur que ceux ayant des parents avec un niveau d'éducation moins élevé (contre un écart de onze fois en moyenne dans les pays de l'OCDE).

Enfin, les inégalités scolaires en matière de genre préparent encore les inégalités dans le monde du travail. Après le baccalauréat, dans les classes préparatoires aux grandes écoles, 74% des élèves en filières littéraires sont des filles, pour 30% des élèves de filières scientifiques. Seulement 29% des diplômes d'ingénieurs sont délivrés à des femmes.

### Des leviers pour agir

- Par l'accompagnement des familles : les associations se mobilisent auprès des familles pour les informer et les orienter et font des plaidoyers auprès des parties prenantes.
- Par l'accompagnement des enseignants, en particulier à l'entrée dans la profession (cf. Choix de l'école).
- Par des coopérations entre acteurs :
  - > Pour favoriser l'égalité des chances en mettant en place des mécanismes de parrainage par des acteurs éducatifs et des acteurs de l'entreprise (ex. : Institut Télémaque, United Way l'Alliance).
  - > Au sein d'un territoire : mobiliser une communauté d'acteurs pour lutter contre les blocages administratifs, faire de la médiation scolaire et coordonner les acteurs pour les enfants éloignés de l'école.

## « Ne laisser aucun jeune de côté dans l'accès à l'éducation »

Les échanges avec les participants dans la salle ont permis de souligner des enjeux complémentaires, rappelant la nécessaire prise en compte de tous les jeunes dans l'accès à l'éducation.

### Les territoires « oubliés »

Il y a une fracture entre le rural et l'urbain, entre la métropole et les territoires d'outre-mer, entre les centres villes et les banlieues. Il y a un problème, par exemple, d'attractivité de certains territoires pour les enseignants qui refusent de s'y installer.

### Les jeunes les plus éloignés de l'école

Les inégalités sociales et territoriales sont liées d'une certaine manière, puisque les jeunes les plus pauvres sont aussi ceux qui vivent dans les territoires les plus isolés.

Les inégalités d'accès à l'école recoupent les inégalités d'origine et de genre. Il faut donc penser les inégalités d'accès à l'éducation de manière inter-sectionnelle.

### Les parents comme acteurs de l'éducation

Les parents faisant face à d'importantes difficultés sociales (populations sans-abri, sans-papiers, Roms, etc.) font également face à une stigmatisation pesante qui vise à les présenter comme des parents désinvestis de leur mission. Pourtant, certains parents font d'énormes sacrifices pour maintenir leurs enfants scolarisés. Ces difficultés engendrées par un système peu

flexible (la question de la domiciliation obligatoire par exemple) engendrent parfois un sentiment de découragement. Il y a aussi le cas des mineurs isolés qui doivent être pris en charge par l'État car ils n'ont pas de tuteur légal sur le territoire.

Des dispositifs sont mis en place par les institutions, comme par exemple des projets de médiation éducative visant à rétablir ou renforcer le lien entre les parents et l'école. Ces programmes ont pour but de favoriser la communication, mais aussi la réussite de l'élève. En effet, la connaissance du système scolaire et l'accès à l'information relative au fonctionnement de l'école et à l'orientation de l'élève sont de gros facteurs de réussite scolaire. Cette médiation ne doit pas être le monopole d'experts, elle peut aussi être assurée de manière complémentaire par des pairs.

### Les enfants handicapés dans une école inclusive

Historiquement, il y a eu quatre phases dans la prise en compte des enfants handicapés à l'école. Il y a trente ans, l'enfant handicapé n'était pas considéré comme un élève. Ensuite, il y a eu une phase de ségrégation, c'est-à-dire la création d'instituts spécialisés selon le handicap. Puis, nous sommes passés à une phase d'intégration, où l'élève handicapé était intégré à la classe, mais sans réelle prise en compte de ses besoins. Enfin, nous sommes aujourd'hui en phase d'inclusion : l'intégration de l'élève handicapé se fait grâce à la mobilisation de l'école/des institutions/de la famille pour trouver des solutions adaptées à ses besoins.

Les établissements spécialisés sont essentiels dans cette transition, car ils possèdent une expertise et des ressources précieuses pour faire avancer l'école sur ces questions.

## Le rôle des entreprises et des fondations d'entreprises

Les entreprises et les fondations ont un rôle à jouer en tant qu'acteurs économique et social. Des fondations comme la fondation SNCF soutiennent des projets associatifs qui permettent de travailler sur des thématiques diverses telles que l'illettrisme, le décrochage scolaire, l'égalité des chances.

De plus en plus d'entreprises se mobilisent dans le cadre de programmes pour accueillir des jeunes de quartiers prioritaires en stage et favoriser leur insertion socio-professionnelle.

## La formation des enseignants

Le métier de professeur est aujourd'hui bouleversé. L'enseignant est souvent le premier témoin de parcours sociaux difficiles et il est le premier à pouvoir alerter et sensibiliser.

Deux facteurs doivent être pris en compte pour qu'il puisse mener à bien cette mission. Tout d'abord, il doit être formé à différentes problématiques telles que le handicap, le décrochage scolaire, l'illettrisme... Ensuite, il doit s'insérer dans un réseau d'acteurs qui lui permette de trouver des réponses rapides et efficaces aux problèmes rencontrés.

Enseigner, c'est aussi sortir de la classe pour interagir avec d'autres acteurs : associatifs, économiques, institutionnels... Un facteur de réussite pour l'enfant est d'être entouré de différents acteurs éducatifs qui travaillent ensemble et de manière complémentaire.

## Synthèse de la conférence de Jules Donzelot, sociologue

### L'inégalité des libertés plutôt que l'inégalité des chances

La question au cœur des inégalités d'éducation est la suivante : comment choisit-on ? En effet, alors même que l'impact des choix d'orientation sur notre vie future est essentiel, ceux-ci résultent bien plus souvent du manque d'informations et du « par défaut » que de la véritable recherche quant aux projets et aux aspirations de l'élève.

Pour lutter contre ces inégalités, il s'agit de trouver des solutions efficaces pour améliorer le sort des élèves et étudiants les plus éloignés des territoires d'opportunités d'études et emplois, qu'il s'agisse d'un éloignement symbolique (banlieues) ou d'un éloignement géographique et culturel (périphéries, espaces péri-urbains). L'une d'entre elles consiste à apporter une connaissance concrète aux jeunes sur la mobilité, les opportunités, les salaires auxquels ils peuvent aspirer en fonction de leurs choix.

### L'exemple des communautés éducatives en Angleterre dans le programme AIMHIGHER

L'Angleterre, contrairement à la France, semble avoir fait primer la valeur de liberté sur celle d'égalité dans son traitement des inégalités d'éducation. Le questionnement au cœur de la démarche d'étude de Jules Donzelot est le suivant : les jeunes Anglais de milieux défavorisés sont-ils plus libres au moment de leurs choix que ne le sont les jeunes Français des mêmes milieux ? La réponse est nette : en dix ans, l'Angleterre

a réussi à infléchir le fossé social en matière d'inégalités d'orientation et d'accès au diplôme en réduisant considérablement les écarts entre les classes aisées et les plus défavorisées. À l'inverse, malgré une massification scolaire réussie en France, le niveau d'inégalités s'est maintenu et la mixité sociale ne s'est pas trouvée améliorée.

En France, la plupart des programmes sont conduits au niveau scolaire, par un traitement localisé des difficultés éducatives. Pour Jules Donzelot, la force du mode d'action anglais repose sur la mobilisation de partenaires extérieurs à l'école, des acteurs clés du territoire à l'échelle régionale, qui sont des fournisseurs d'idées, d'opportunités et d'aspirations pour les jeunes. De plus, les universités anglaises consacrent environ 10% des frais d'inscription à des actions dédiées à la démocratisation scolaire et ont une section entière de leur administration consacrée à l'égalité des chances.

Une autre clé du modèle anglais est l'organisation territoriale de l'accompagnement des élèves les plus défavorisés, en fonction des besoins des établissements, mais aussi des opportunités du territoire.

Parmi les actions mises en œuvre par le programme *Aimhigher*, destiné à améliorer l'accès de tous à l'enseignement supérieur, on compte le mentorat, les visites de campus, les stages en entreprises, les séjours d'immersion en université, ou encore les ateliers sur l'orientation. L'idée est d'accompagner les élèves par des programmes, c'est-à-dire de façon progressive, tout au long de leur parcours éducatif, en établissant une relation de confiance, en élevant leurs aspirations et, ainsi, d'ouvrir leur liberté.

### L'expérimentation Univ'd'hiver en France, à Cergy-Pontoise

Un programme du même type est en cours d'expérimentation en France depuis plusieurs années : l'**Univ'd'hiver**. Il s'agit d'un séjour d'immersion pour plus de cent élèves de seconde, au sein de l'université de Cergy-Pontoise, au cours duquel, durant quatre jours, leur sont présentées l'université, les différentes filières d'études supérieures, les activités sportives et culturelles, etc.



Conférence de Jules Donzelot.

---

## B. Ce qui nous interpelle

---

### Qu'apprend-on à l'école ?

Le monde d'aujourd'hui est plus incertain, plus flexible, et invite à être abordé par des approches plus transversales. Au-delà des savoirs, l'école doit transmettre aux enfants des « savoir-être » et « savoir-faire » pour leur permettre de devenir des acteurs promouvant le « faire ensemble ». Tous les acteurs (enseignants, parents, éducation nationale, acteurs associatifs...) doivent être mobilisés pour repenser l'enseignement et l'adapter aux évolutions contemporaines.

### Enjeux et problématiques

Les problématiques complexes du monde contemporain requièrent des approches transversales et interdisciplinaires. Dans ce contexte, la question des connaissances transmises par l'école doit être posée en définissant ce que seront les savoirs essentiels pour demain : développement de l'esprit critique, capacité d'apprendre à apprendre, acquisition de compétences émotionnelles...

La question des objectifs de l'éducation doit également être posée : l'éducation doit-elle contribuer à l'épanouissement ? Développer l'employabilité ? Être un facteur de développement personnel pour l'apprenant ? Développer les termes d'une nouvelle citoyenneté, mondiale et écologiquement responsable ?

Des questionnements émergent quant au rôle de l'éducation dans la construction d'une société durable. Pour un dévelop-

pement citoyen et durable de la société, une éducation favorisant les capacités de chacun et l'apprentissage de la coopération devrait pouvoir être promue.

Il existe aujourd'hui un déficit de pédagogie autour du développement durable. Pour être pensé comme un projet global, collectif et de société, il devrait pouvoir être intégré dans tous les apprentissages éducatifs, et non pas conçu comme une discipline coupée des autres.

Pour répondre à ces enjeux, des freins, notamment culturels, doivent être levés : la faible prise en compte des savoir-être ; une approche disciplinaire, qui éloigne les approches transversales qu'une notion telle que le développement durable requiert.

### Quel est le rôle des acteurs non-étatiques dans l'éducation ?

Les enjeux éducatifs sont souvent abordés par le prisme de l'éducation dite « formelle », dispensée entre les murs d'un établissement d'enseignement. L'éducation peut cependant également être non-formelle (centres de loisirs, éducation populaire, activités culturelles...) ou informelles (apprentissage du quotidien). De nombreux acteurs sont ainsi des acteurs de l'éducation : parents, coopération écoles / entreprises, réseaux d'éducation à la solidarité et au développement durable, associations de soutien scolaire ou extra-scolaire.

### Enjeux et problématiques

Il existe différentes formes d'apprentissage hors les murs de l'école. L'éducation formelle et l'éducation non-formelle ne doivent plus être opposées, mais pensées



*Atelier de travail collaboratif entre participants du séminaire.*

de façon complémentaire. De nombreux acteurs se mobilisent au côté de l'Éducation nationale pour éduquer les jeunes tout au long de leur scolarité : associations de soutien scolaire, associations sportives et culturelles, associations de parents d'élèves, entreprises, conseils de vie scolaire... Il peut y avoir une réticence de certains enseignants à promouvoir d'autres formes d'éducation en raison de valeurs différentes sur l'éducation.

## **Comment mettre en valeur les différentes formes de compétences et d'expériences ?**

Au-delà des diplômes, de nombreuses connaissances et expériences s'acquièrent tout au long de la vie, qui sont pourtant négligées et non-reconnues dans un cadre institutionnel. Accompagner l'agilité des parcours et des personnes, respecter le droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie et reconnaître le potentiel de chacun sont des enjeux pour rendre l'évolution des carrières plus flexible dans un monde changeant.

### **ODD ciblés :**

- ODD 4: éducation de qualité
- ODD 10: inégalités réduites

### **Enjeux et problématiques**

La construction d'une « société apprenante » suppose la valorisation de toutes les formes d'apprentissage, y compris des savoirs relevant de l'expérience. « Chaque individu doit pouvoir à son niveau construire et partager ses connaissances et ses découvertes avec les autres, documenter ses apprentissages, disposer des ressources, des lieux et des accompagnements nécessaires pour progresser. » (Taddei, 2017) Cela suppose de s'appuyer à la fois sur des outils numériques, des innovations pédagogiques mais aussi de proposer une ouverture de l'école à de nouvelles formes d'apprentissage.

Le courant de l'éducation populaire s'inscrit dans cette dynamique. L'éducation populaire est un courant de pensée qui cherche principalement à promouvoir, en dehors des structures traditionnelles d'enseignement et des systèmes éducatifs institution-

nels, une éducation visant l'amélioration du système social. Ces espaces de transmissions du savoir plus horizontaux permettent le débat, l'apprentissage par les pairs et l'expérimentation de la citoyenneté.

Enfin, la reconnaissance et une valorisation de l'apprentissage par l'engagement constitue une urgence face à une génération de plus en plus active dans le monde associatif. Alors qu'on la qualifie de génération « zapping » ou « désabusée », la génération de 15-25 ans bat des records en matière de mobilisation dans les associations : l'étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) signale que plus d'un tiers des jeunes lycéens sont investis dans des actions de bénévolat.

## **Quelles sont aujourd'hui les principales barrières d'accès à l'éducation et comment les soulever ?**

L'accès à l'éducation est un facteur déterminant pour permettre aux individus une participation active à la société. Néanmoins, aujourd'hui, des milliers de jeunes sont exclus du système scolaire. Les inégalités liées à la situation sociale, à la situation géographique, à l'origine, au genre, à la situation de santé sont autant de barrières à lever pour rendre l'école plus inclusive pour tous les enfants.

L'une des cibles majeures de l'ODD 4 pour une éducation de qualité est, « d'ici à 2030, d'éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine d'éducation et d'assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle ».

## **Enjeux et problématiques**

Les barrières d'accès à l'éducation sont nombreuses. Certains enfants restent encore exclus. Or, les enfants privés d'une éducation de qualité, inclusive et équitable, ont davantage de risques de tomber dans la pauvreté, la stigmatisation et la violence. À cela s'ajoutent des inégalités dans la construction des parcours éducatifs, les inégalités de départ se reproduisant tout au long du parcours (inégalités sociales, inégalités géographiques, inégalités de genre...).

Il est nécessaire de lever les barrières qui entravent l'éducation des enfants pour faire en sorte que l'égalité des chances soit une réalité pour tous. Comment créer une école inclusive et équitable ?

# II. TENDANCES ET DONNÉES CLÉS

## Internationalisation de l'éducation

Ouverture des établissements d'enseignement supérieur à l'international. Les universités se rassemblent selon une logique de compétitivité : en témoigne la création de Communautés d'universités et d'établissements (ComUE) en France telles que Paris Saclay ou Paris Sciences et Lettres.

Les enquêtes internationales comparatives (PISA, Shanghai...) et leurs recommandations pour les politiques nationales éducatives ont connu ces dernières années une influence grandissante. Depuis 1990, avec son rapport annuel « Regards sur l'éducation », l'OCDE publie des indicateurs internationaux comparatifs. Cette internationalisation des normes éducatives est de plus en plus critiquée.

Ce double mouvement présente le risque d'un alignement de l'offre scolaire mondiale derrière celle des pays riches (Baudelot). En effet, en comparant avec une échelle unique l'ensemble des pays, les classements tels que PISA offre un modèle unique et ne permettent pas de prendre en compte des critères plus qualitatifs de l'enseignement.



## Une pauvreté en recul depuis 1970 et en hausse depuis 2008

De 1970 à 1990, avec un seuil de pauvreté défini à 60 % du revenu médian, le taux de pauvreté est descendu de 18 % à 13,8 %. Entre 2008 et 2012, passage de 13,2 % à 14,2 %

Depuis 2008, augmentation du nombre de personnes pauvres de 600 000.



## Ouverture de l'école à des partenariats multi-acteurs

Mise en place du programme des Cités éducatives, qui propose d'associer tous les acteurs d'un territoire concernés par les problématiques éducatives. Des communes très dynamiques comme Créteil et Argenteuil, par exemple, mettent en place des initiatives innovantes pour la lutte contre le décrochage scolaire, l'intégration, l'accès à la culture... La proximité et la connaissance de leur territoire est un atout pour modeler une éducation adaptée à un public ciblé.



## Corrélation entre origine sociale et difficultés éducatives

Selon la dernière enquête PISA datant de 2015, en France, près de 40 % des élèves issus d'un milieu défavorisé sont en difficulté, soit une proportion supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (34%). Plus encore, seuls 2 % des élèves issus d'un milieu défavorisé se classent parmi les élèves les plus performants (contre 3 % pour la moyenne des pays de l'OCDE). À l'inverse, 18 % des élèves issus d'un milieu favorisé se classent parmi les élèves très performants (contre 16 % pour la moyenne des pays de l'OCDE), et 5 %, parmi les élèves en difficulté (contre 9 %).



## Intégration du développement durable dans les programmes

Un autre défi est l'intégration du développement durable dans les programmes pour permettre de faire évoluer la dimension citoyenne à l'école.



## Transformation des pratiques d'apprentissage

Pour accompagner une transition vers la société du savoir, émergence de nouvelles formes de pédagogie : numérique, classe inversée, rôle plus actif de l'apprenant, pédagogie par projets...



## Développement de nouvelles formes de co-éducation

Ouverture de l'école vers de nouveaux acteurs : parents, acteurs territoriaux (collectivité, associations...)



## Des réformes gouvernementales controversées

L'année scolaire 2018-2019 s'est achevée sur une mobilisation d'une ampleur inédite dans l'éducation, autour de la grève des examens et de la rétention de notes.

Elle a été le point d'orgue d'une mobilisation des enseignants tout au long de l'année scolaire : contre la réforme du lycée professionnel en septembre, contre les réformes des lycées et Parcoursup en hiver, et contre la loi Blanquer au printemps. Les nouveaux programmes sont critiqués : risque de provoquer une surcharge de travail pour les enseignants, nature et attendus des épreuves du baccalauréat trop flous, contenus des programmes controversés.



## Difficultés persistantes dans l'accès à l'éducation des jeunes en situation de handicap

La loi de 2005 sur l'égalité des chances a consacré le « droit à l'éducation » des jeunes en situation de handicap. Or, bien que le cadre législatif existe, l'école dite ordinaire ne parvient pas à se rendre suffisamment accessible aux élèves en situation de handicap présentant un trouble du neuro développement (missions d'instruction qui ne prennent pas toujours en compte les diversités des situations et environnement partenarial médico-éducatif ou sanitaire complexe, parfois sous doté).

Des progrès ont été faits dans l'acceptation de la présence des élèves en situation de handicap au sein des établissements, des difficultés persistent et il est prouvé que la participation à un cours ne garantit pas l'inclusion.



## Investissement croissant des familles dans l'éducation

L'éducation est perçue en France comme le meilleur rempart contre les aléas du marché du travail (chômage, précarisation). Ainsi, les familles investissent de plus en plus dans l'éducation des enfants, en les plaçant dans les établissements privés (17 % des effectifs par an), ou en faisant appel à des organismes privés de soutien scolaire (les dépenses privées d'éducation dans les pays de l'OCDE se sont accrues de 45 % entre 2000 et 2011).



## Invisibilité de certains publics

« En France, l'invisibilité des enfants et jeunes éloignés de l'institution scolaire (habitants en bidonvilles, migrants et réfugiés, enfants non scolarisés de Guyane et de Mayotte) empêche leur repérage et, par conséquent, leur accompagnement et la mobilisation des dispositifs existants à leur bénéfice. Il est donc nécessaire en premier lieu, de lutter contre cette invisibilité. »

Anne-Lise Denoed, Unicef France.



## Intégration du numérique à l'école et modification des modes d'apprentissages (Mooc, e-learning)

L'un des principaux défis pour le programme éducatif français est l'intégration du numérique à l'école. Des associations s'engagent déjà dans la formation et l'accompagnement du corps enseignant (SynLab, E&N). L'entrée du numérique dans le champ de l'éducation tend à modifier les modes d'apprentissages. Cela se manifeste notamment avec le phénomène de classes inversées, l'éducation en ligne via les Mooc ou le e-learning.

Les outils numériques apparaissent comme de potentiels leviers d'universalisation de l'accès au savoir. Il est également intéressant de constater que la mise en ligne de cours à destination de publics très nombreux génère un retour au travail collaboratif et aux réseaux d'échanges réciproques de savoirs



## Prise de conscience de la société civile des enjeux environnementaux

Multiplication des mouvements de la société civile pour alerter sur les risques liés au climat : marches pour le climat, grève des jeunes...



## Orientation scolaire sexuée

Si les filles réussissent mieux à l'école, elles s'orientent vers des filières moins valorisées. Les filles investissent peu les filières scientifiques. Prévalence de stéréotypes de genre et de freins dans les choix d'orientation.



## Perte de confiance dans l'école républicaine

Pour 69 % des Français, l'école ne garantit plus l'égalité des chances (sondage IFOP).



## Une formation professionnelle continue inégalitaire

Les personnes occupant un emploi ont plus souvent accès à une formation que les chômeurs : en 2012, entre 25 et 54 ans, 60 % des personnes en emploi ont participé à au moins une formation au cours des douze mois précédant l'enquête de l'Insee, contre 40 % des chômeurs. En 2012, 68 % des cadres supérieurs et 61 % des professions intermédiaires ont eu accès à la formation professionnelle continue, contre 37 % des ouvriers et 43 % des employés (Insee).

La formation professionnelle continue profite en premier lieu aux personnes qui en ont le moins besoin, car elles sont déjà bien intégrées sur le marché du travail.

De plus, la méconnaissance de l'existence des dispositifs comme le Compte personnel de formation (CPF) parmi les personnes éloignées du marché du travail, explique les inégalités de taux d'accès à la formation continue.



## Après un recul, des inégalités à nouveau à la hausse

En 1970, les 10 % les plus pauvres avaient un niveau de vie 4,6 fois moins élevé que les 10 % les plus riches.

En 1990, 3,3 fois moins élevé. En 2015, 3,5 fois.

Faible évolution du niveau de vie des plus pauvres : +6€ de 2003 à 2015 contre +356€ pour les plus riches.

En 2015, en France, 10 % des plus riches concentrent 47 % du patrimoine.



# III. FAIRE ENSEMBLE

Cette partie présente une synthèse des travaux menés lors **des marathons du Faire ensemble**, organisés les 18 et 19 juin 2019 à l'hôpital Cognacq-Jay.

Réunissant une quarantaine de participants, les marathons du Faire ensemble ont permis de désigner les questions essentielles pour demain auxquelles les acteurs souhaitent apporter des réponses en initiant **des stratégies d'impact collectif**, portées par **des communautés d'action**, rassemblant une pluralité d'acteurs mettant en commun leurs ressources et compétences autour d'un projet et d'indicateurs de progrès partagés.

Au cours des marathons du Faire ensemble, les fondations de ces communautés d'action ont été posées, lesquelles ont vocation à s'élargir et à s'ancrer dans des territoires d'expérimentation dans les prochains mois.

>>> *Un compte-rendu exhaustif des marathons du Faire ensemble est disponible sur le site de la Fonda [www.fonda.asso.fr](http://www.fonda.asso.fr)*

## A. Les questions essentielles

**Comment allons-nous, ensemble, par l'éducation, garantir une réelle égalité des chances pour tous ?**

**Comment allons-nous, ensemble, faire du numérique un outil pour une école inclusive ?**

**Comment allons-nous, ensemble, proposer un contenu éducatif adapté à un monde qui change, et qui permette aux jeunes de comprendre, de s'insérer et de s'engager ?**

**Comment allons-nous, ensemble, favoriser et accompagner le développement de communautés éducatives à l'échelle d'un territoire ?**



Participants au marathon du Faire ensemble consacré aux enjeux de l'accès à l'éducation pour toutes et tous.

## B. Vers une stratégie d'impact collectif

<b>Communautés de réussite éducative</b>	
<i>Ce que nous sommes...</i>	
<p><b>Pourquoi?</b>  <b>Qu'est-ce qui fait que nous sommes là?</b>            Notre question essentielle</p>	<p><b>Nous nous sommes réunis pour</b> faire avancer les questions d'égalité des chances et de construction de communautés d'acteurs éducatifs.</p>
<p><b>Pourquoi cette question est-elle importante pour nous?</b>            Quelle est notre intention?</p>	<p>Il n'est pas normal que la société produise autant d'inégalités. Il est important qu'une communauté d'acteurs éducatifs se constitue pour y répondre et pour atteindre les objectifs d'une éducation de qualité (ODD 4) et d'inégalités réduites (ODD 10).</p>
<p><b>Quels sont les effets recherchés pour soi et pour la société?</b>            Ce que cela va apporter</p>	<p><b>En 2030, nous</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— aurons une école plus ouverte sur son environnement et travaillant avec d'autres acteurs;</li> <li>— aurons un projet éducatif donnant un accès universel aux compétences et connaissances nécessaires pour que chacun trouve sa place en valorisant ses potentialités;</li> <li>— aurons des parcours éducatifs pour un accès réel aux compétences et connaissances.</li> </ul>
<i>... au service de ce que nous faisons</i>	
<p><b>Les quatre actions clés de la communauté d'action</b></p>	<p>Développer une culture commune de la coopération entre les associations et entre les acteurs locaux.</p>
	<p>Mobiliser et mutualiser nos savoirs, pour rendre visibles les besoins liés à l'accès à l'éducation (logement, handicap, isolement, mobilité...) et mieux y répondre.</p>
	<p>Développer un plaidoyer à destination des financeurs et pouvoirs publics pour qu'ils soutiennent la coopération entre acteurs.</p>
	<p>Développer des liens entre le monde de l'éducation et de l'entreprise.</p>

## IV. RECUEIL D'INITIATIVES

### Contenus éducatifs : ressources pédagogiques et méthodes d'apprentissage

---



**SynLab** accompagne les enseignants, les cadres et les formateurs à développer leurs potentiels afin qu'ils portent ensemble la transition éducative. L'association se base sur une démarche de co-création et d'ouverture, la conception de leurs projets intégrant systématiquement des enseignants, des éducateurs, des experts éducatifs, des parents, mais aussi des acteurs de la recherche et de l'entreprise, tous animés par la même envie de changement éducatif. SynLab promeut l'utilisation de nouvelles méthodologies de conception et d'innovation (*design thinking*) et de nouvelles technologies, au service de l'épanouissement de tous les acteurs impliqués (enfants, parents, enseignants). Parmi les projets clés de l'association, on compte le dispositif Bâtisseurs de possibles, un kit pédagogique complet en quatre étapes pour aider les enseignants à accompagner les élèves dans leurs questionnements quant à diverses solutions pour la classe et l'école. Un autre projet au coeur de la démarche de l'association est la création du MOOC «Accompagner les transitions éducatives», qui propose aux acteurs du secteur éducatif des outils concrets pour inventer de nouvelles démarches éducatives. [syn-lab.fr](http://syn-lab.fr)



**Éducation & Numérique**, association loi 1901 créée en décembre 2012 par un collectif d'éditeurs scolaires, a pour mission de créer des ressources numériques en ligne à destination des enseignants, dans le but de lutter contre l'échec scolaire et de renouveler les méthodes pédagogiques éducatives. Plus de 2000 professeurs sont aujourd'hui auteurs de la plateforme.

[education-et-numerique.org](http://education-et-numerique.org)

### Contenus éducatifs : éducation au développement durable et à la citoyenneté.

---



L'association **Teragir** accompagne diverses structures dans leurs projets de développement durable par sept programmes d'actions, qui se veulent des supports pour comprendre et agir. Parmi ces projets, la démarche éco-école accompagne des établissements scolaires qui font le choix d'intégrer le développement durable à leur

projet pédagogique et agissent pour réduire leur empreinte écologique. Grâce à cette démarche, 2 500 écoles, collèges et lycées de France, soit plus de 300 000 enseignants et élèves, bénéficient gratuitement d'un mode d'emploi dédié aux équipes pédagogiques, pour déployer efficacement le développement durable de la maternelle au lycée. Toute la communauté scolaire participe à des actions concrètes au cœur de l'école, en lien avec les enseignements et les réalités du territoire (gestion et réduction des déchets, amélioration des locaux pour accueillir la biodiversité, construction d'une mare pédagogique, création d'une AMAP au sein des établissements, etc). [teragir.org](http://teragir.org)



**E-graine**, association d'éducation au développement durable, mène des animations pédagogiques locales et ciblées, basées sur l'échange, en vue de sensibiliser directement le grand public aux thématiques du développement durable. L'objectif est de donner les moyens de questionner et de changer au quotidien nos comportements, grâce à des outils concrets et pratiques. Parmi ces interventions et outils, l'association a mis en place des ateliers de sensibilisation au développement durable, autour de techniques d'animation ludiques et participatives (jeux de plateaux, jeux de rôles, débats, "théâtre action"). L'association est également à l'origine du village de l'éco-consommation, qui met en scène un parcours d'ateliers pédagogiques autour de huit thématiques (eau, commerce équitable, alimentation, etc.) à destination des groupes scolaires, centres de loisirs, mais également des enfants et de leur famille. [e-graine.org](http://e-graine.org)

**Le Réseau national SENS** (SENSibiliser ENSEMBle), composé de 80 associations étudiantes et jeunes engagées dans des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité (ECS), a trois 3 objectifs principaux : accompagner les acteurs du Réseau SENS dans leurs pratiques d'ECS ; mutualiser les ressources, expériences et réflexions entre les membres du réseau, et soutenir le développement d'actions d'ECS par des dynamiques nationales et locales.



**OuiShare / Grand Besançon**, avec le projet « Planoise, quartier d'excellence numérique et e-éducation ». Accompagnement d'une démarche expérimentale et participative, autour d'interactions constantes entre acteurs, pour lutter contre l'échec scolaire, multiplier les dispositifs et moyens d'accès au numérique, lutter contre l'enclavement du quartier, le tout au service de la réussite des enfants.

[ouishare.net](http://ouishare.net)



Tout a commencé en 2015 lorsque Marie Pia et Laurent ont décidé de DIRE STOP. STOP aux jeunes qui n'osent pas lancer des projets car ils ne savent pas comment s'y prendre, STOP au fait que beaucoup, mais beaucoup de monde se bouge pour les jeunes sans le faire savoir et de manière dispersée ! Face à ce constat, ils ont décidé de créer **wweeddoo.com** : la première plateforme dédiée à la réussite des jeunes, afin qu'ils aient toutes les chances de lancer leurs

projets avec le soutien d'acteurs publics ou privés, issus de l'économie sociale et solidaire ou de l'économie de marché traditionnelle, qu'ils soient associations, collectivités, entreprises, écoles ou institutions, ils partagent tous le manifeste wweeddo pour dire WVEE à la jeunesse.

[wweeddo.com](http://wweeddo.com)



**PikPik Environnement** est une association loi 1901, d'intérêt général, qui a pour but l'éducation à l'éco-citoyenneté et à l'environnement urbain. L'association s'adresse à tous les publics : collectivités, entreprises, associations, consommateurs, jeunes ... Sa zone géographique prioritaire est le département des Hauts-de-Seine mais elle vise aussi toute l'Île-de-France. Son objectif est que le grand public comprenne les enjeux du développement durable, et puisse modifier son comportement, afin que chacun devienne un éco-citoyen responsable. Il ne s'agit pas de changer radicalement de vie, mais d'adopter des « trucs et astuces » permettant d'économiser les ressources, d'être en meilleure santé, le tout dans un esprit simple, pratique et ludique !

[pikpik.org](http://pikpik.org)

## Favoriser l'accès de tou.te.s à l'éducation

**#JAIPASECOLE**

La plateforme **marentree.org** est un espace de témoignages impulsé par l'Unapei et ses partenaires. Elle vise à mettre en lumière des réalités récurrentes d'exclusions partielles ou totales des systèmes éducatifs des enfants en situation de handicap. Elle propose à tous ceux qui subissent cette réalité, parents, élèves, professionnels éducatifs... de témoigner pour faire connaître au plus grand nombre la réalité de leurs parcours souvent chaotiques, source d'exclusion et de perte de chance. [marentree.org](http://marentree.org)



Les **PEP** (Pupille de l'enseignement public) est un réseau de 123 associations de proximité fédérées au sein d'une fédération générale qui agit pour une société inclusive. Chaque année, les PEP accompagnent 1,3 millions d'enfants. L'un de leurs engagements est de mener des actions pour le droit à l'éducation. Les PEP mettent notamment en place des dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire comme un service d'aide et de tutorat des élèves en déscolarisation (SATÉD). [lespep.org](http://lespep.org)



L'association **Starting Block** propose des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité (ECS), et fait la promotion de l'éducation populaire « par les jeunes, vers les jeunes » après d'un public jeune et handi-capé (La démarche handivalide).

[starting-block.org](http://starting-block.org)

Institut  
**Télémaque**

Créé en 2005, **l'Institut Télémaque** a pour objectif de lutter contre le déterminisme social. Sa méthode est l'accompagnement de jeunes méritants et motivés de milieu modeste par le biais d'un double parrainage « école-entreprise ». L'institut propose différents programmes, en filière générale et en filière professionnelle, comme la plateforme "Mon avenir en grand" ou le programme "Je développe mon potentiel". L'Institut Télémaque a un fort ancrage territoriale, présent en Île-de-France, Hauts-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur. L'organisation a ainsi accompagné 1 100 jeunes en 2017/2018 et prévoit d'en accompagner 1 500 en 2020/2021. Pour cela, l'Institut Télémaque a formé des partenariats avec 96 entreprises et 134 établissements scolaires et CFA. Son impact est avéré : 100% des filleuls Télémaque de filière générale intègrent l'enseignement supérieur après leur bac.

[institut-telemaque.org](http://institut-telemaque.org)



**Le réseau national des entreprises pour l'égalité des chances dans l'Éducation nationale**: partant du constat que l'avenir professionnel des jeunes est une variable fondamentale dans la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, l'association « Le réseau national des entreprises pour l'égalité des chances dans l'Éducation nationale » œuvre aux côtés de 82 entreprises membres en faveur de la réussite scolaire, de l'orientation choisie et de l'insertion professionnelle des jeunes issus de milieux défavorisés en développant et favorisant le lien école-entreprise. [lereseau.asso.fr](http://lereseau.asso.fr)

**Elles bougent**

Créée en 2005, **Elles bougent** est une association dont l'objectif est de faire découvrir aux collégiennes, lycéennes et étudiantes les passionnants métiers d'ingénieurs et de techniciens, prouver que ces métiers (dits plutôt « masculins ») sont accessibles aux filles et permettre aux adolescentes de s'identifier et de se projeter à travers les témoignages d'ingénieures, techniciennes et étudiantes. Pour atteindre cet objectif, l'association a formé des partenariats avec 183 organisations dont des entreprises comme Thalès et le groupe Renault et a sensibilisé 1430 collégiennes et 1580 lycéennes dans 717 collèges et lycées.

[ellesbougent.com](http://ellesbougent.com)



Mouvement associatif comprenant 550 associations, **l'Unapei** agit pour une société solidaire et inclusive respectueuse des différences et du libre arbitre des personnes en situation de handicap. Une de ses missions concerne l'éducation des enfants en situation de handicap. Le mouvement compte 5500 familles adhérentes, 200 000 personnes handicapées, 71470 bénévoles, plus de 500 associations et 3000 établissements et services médico-sociaux.

[unapei.org](http://unapei.org)



Le réseau Études supérieures et orientation des migrants et exilés, ou encore **RESOME** est un collectif constitué d'étudiants, de professeurs, de personnes solidaires, d'associations et de groupes informels, qui œuvre aux côtés des réfugiés et migrants pour favoriser l'accès à l'enseignement supérieur et faciliter l'orientation de tous les étudiants exilés, ainsi que l'apprentissage du français pour toutes et tous. Il s'agit d'une organisation apaisante à but non lucratif. Le RESOME réunit 15 à 20 organisations membres en France, dont les associations Inflexion (étudiants de Paris I) et MigrENS (étudiants de l'École normale supérieure). Le RESOME apporte un soutien dans un domaine très peu pris en charge : l'orientation académique et l'éducation des réfugiés, des exilés, des migrants. Le RESOME produit ainsi collectivement et mutualise des documents d'information et d'orientation pour tout le réseau.

[test.resome.org](http://test.resome.org)



**Œuvres d'avenir** est une association qui agit au service des personnes en situation de handicap, dans le domaine des déficiences visuelles et auditives avec ou sans troubles associés et en s'adaptant à l'évolution des besoins dans l'accompagnement d'autres formes de handicap, comme le polyhandicap. [oeuvresdavenir.fr](http://oeuvresdavenir.fr)



**Mamans sans frontières** est une association à but non lucratif qui a pour mission l'entraide des femmes en France et en Afrique sur des aspects sociaux, médicaux et économiques. [mamans-sans-frontieres.assoconnect.com/page/43660-presentation](http://mamans-sans-frontieres.assoconnect.com/page/43660-presentation)

## Partenariats au service de la réussite éducative



Créée en 1991, **L'Afev**, association de la fondation étudiante pour la ville, est une association loi 1901. Sa volonté est de lutter contre les inégalités et la relégation dans les quartiers populaires en France, en créant, à côté des politiques publiques, des espaces d'engagement citoyen pour les jeunes, en général, et pour les étudiants, en particulier. Présente dans 330 quartiers, organisant plus d'un million d'heures d'engagement solidaire par an, L'Afev est devenue le premier réseau d'intervention d'étudiants dans les quartiers populaires. L'Afev mène 4 programmes d'actions : l'accompagnement individualisé, l'accueil des jeunes en service civique avec le dispositif "Volontaire en résidence", les "Kolocations à projets solidaires" et les plateformes de l'engagement solidaire. [afev.org](http://afev.org)



Créée en 2005, **L'UNAPP** est une association loi 1901 rassemblant des acteurs du parrainage dans la volonté de traduire en actions concrètes ses valeurs culturelles de solidarité, d'ouverture et d'entraide entre les personnes, les générations et les cultures. Ancrée localement, l'UNAPP regroupe des acteurs oeuvrant dans le champ de l'enfance, de la famille, de la jeunesse, de l'insertion, de la lutte contre l'exclusion et du handicap et comptent 26 associations, 1 ONG, 1 fondation, 1 mission locale, actives sur 47 départements. [unapp.net](http://unapp.net)

## Les entreprises pour la Cité

Le réseau **des entreprises pour la Cité** met en place des projets pour faciliter l'égalité des chances notamment dans la construction du parcours professionnel et l'accès à l'enseignement supérieur des élèves et étudiants. Les entreprises accueillantes contribuent à l'égalité des genres, l'inclusion sociétale en s'appuyant sur l'immersion en milieu professionnel, l'encouragement à l'entrepreneuriat, le mentorat pour des parcours professionnels de réussite. Chaque programme ou action proposés par Les entreprises pour la Cité offre la possibilité aux entreprises qui le souhaitent de s'engager sur tout ou partie des domaines suivants: la découverte professionnelle (programme «Un jour un métier»), la lutte contre les stéréotypes de genre (programme «Déployons nos Elles»), l'entrepreneuriat & le numérique (programme «Innov'Avenir»).

[reseau-lepc.fr](http://reseau-lepc.fr)



**La Fédération EPA** (Entreprendre pour apprendre) est une fédération de seize associations loi 1901 à but non lucratif dont le but est de développer l'esprit d'entreprendre des jeunes et de révéler leurs potentiels. Ce réseau accompagne dans toute la France des élèves entre 9 et 25 ans avec des enseignants ou conseillers en insertion pour l'emploi, et des professionnels du monde de l'entreprise. En tout, c'est près de 33 000 jeunes qui participent aux programmes EPA, 1650 projets, 2700 enseignants et formateurs et 4580 bénévoles mobilisés en 2017/2018 (rapport d'activités).

[entreprendre-pour-apprendre.fr](http://entreprendre-pour-apprendre.fr)



### La Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE) est

une association loi 1901, reconnue d'utilité publique et agréée association de jeunesse, d'éducation populaire et complémentaire de l'enseignement public. Les Écoles des parents et des éducateurs constituent un réseau d'acteurs du soutien à la parentalité afin d'accueillir, informer et accompagner familles, jeunes et professionnels. Leur mission consiste à mettre en relation les parents et les professionnels, à organiser des espaces d'échanges entre parents, à intervenir directement dans l'éducation des enfants grâce à des dispositifs de prévention, d'information et d'accompagnement. Ses actions sont notamment la mise à disposition de lieux d'accueil parents-enfants, l'organisation de « cafés des parents », d'écoute téléphonique (Écoute Jeunes, Fil Santé Jeunes, Inter Service Parents), des animations collectives (conférences, soirées-débats, groupes de parole, groupes d'échanges) et des entretiens personnalisés (orientation scolaire, consultations pour parents et jeunes).

[ecoledesparents.org](http://ecoledesparents.org)



L'association **Savoir-être à l'École** propose aux acteurs de l'éducation des outils concrets de connaissance de soi et de compréhension des comportements issus de l'approche neurocognitive et comportementale, afin de favoriser le bien-être de tous et amener les conditions favorables à

l'apprentissage. Ses actions : conférences, ateliers, formations, accompagnement sur la gestion du stress, des comportements agressifs et la motivation.

[savoir-etre-ecole.org](http://savoir-etre-ecole.org)



**Les États généraux de l'éducation**, une mobilisation inédite de la société civile pour répondre aux défis éducatifs du 21<sup>ème</sup> siècle, est impulsée par le think tank **Vers le haut**. Échec scolaire, chômage record des jeunes, montées des inégalités et du déterminisme social, tensions identitaires croissantes... Le constat d'une crise éducative est largement partagé dans notre pays. Pourtant, alors même qu'une multitude d'acteurs de terrain s'engagent avec talent auprès des jeunes, alors que des moyens budgétaires importants sont consacrés à l'éducation et que la bonne volonté des décideurs politiques n'est pas en cause, les réponses apportées ne sont pas à la hauteur des enjeux. Les réformes souvent décidées « en haut » ne répondent pas à l'urgence éducative et les acteurs risquent de se décourager si l'on ne propose pas un nouveau mode de fonctionnement pour les années à venir. Pour changer notre manière d'agir, il s'agit de répondre à la crise éducative en mobilisant la société civile et en capitalisant sur ce qui marche.

[verslehaut.org](http://verslehaut.org)

[etatsgeneraux-education.fr](http://etatsgeneraux-education.fr)



# FOCUS.

## LE PROGRAMME FAIRE ENSEMBLE 2030

---

### Coopérer entre acteurs de la société civile pour bâtir un monde solidaire, durable et juste.

---

En déployant le programme Faire ensemble 2030, la Fonda prend part au dispositif d'action internationale et transversale que constitue **l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD)**, énoncés par l'ONU en 2015.

L'Agenda 2030 constitue un cadre de dialogue entre l'État et la société civile et fonde sa mise en œuvre sur des partenariats au service d'un monde solidaire, durable et juste. Aussi cet Agenda 2030 peut-il devenir, pour les acteurs du monde associatif et leurs parties prenantes, **un système de référence** permettant d'inscrire l'action de chacun dans une perspective plus large et coopérative, pour gagner en impact et changer d'échelle.

Faire ensemble 2030 s'adresse à l'ensemble **des acteurs de l'intérêt général** (associations, ESS, entreprises, syndicats, pouvoirs publics, monde de l'enseignement et de la recherche, collectifs informels...)

À ce jour, trois grandes thématiques sont investies : **les communautés de réussite éducative, l'habitat et énergie, la santé inclusive.**

#### Les objectifs du programme Faire ensemble 2030

- **Faciliter l'appropriation des ODD** par les acteurs de la société civile.
- **Valoriser la contribution massive des acteurs associatifs et de leurs partenaires** à l'Agenda 2030.
- **Accroître l'efficacité de l'action collective pour atteindre les ODD** en suscitant **des communautés d'action** entre les acteurs.

Pour ce faire, le dispositif mis en place s'articule en deux axes (*cf. schéma page suivante*) :

- **Un travail d'exploration des enjeux, de capitalisation et de diffusion de la connaissance.** Cela passe par la production et la diffusion de différents livrables, ainsi que par la création et l'animation du jeu coopératif « Faire ensemble 2030 ».
- **La construction et l'animation de communautés d'action**, rendues possibles grâce à un dispositif de travail collaboratif (ateliers, marathons et universités du Faire ensemble).

## Pourquoi « Faire ensemble 2030 » ?

Nous n'atteindrons les ODD que si nous parvenons à nous organiser pour faire gagner en impact les solutions proposées.

Pour la Fonda, il est plus que jamais nécessaire, face à l'amplification des risques écologiques et à l'aggravation des inégalités, **d'inscrire les solutions déployées par le monde associatif et l'ESS dans le programme mondial de l'Agenda 2030**. D'une part pour rappeler l'apport considérable des associations à la société, et d'autre part pour que les initiatives associatives puissent, grâce à la mobilisation des autres acteurs, gagner en impact et devenir des réponses pérennes et essaimables à différentes échelles.

Avec Faire ensemble 2030, la Fonda offre un cadre pour se rencontrer et encourage l'adoption d'un langage, de règles et d'un référentiel communs, pour parvenir à se comprendre, s'écouter, se doter d'objectifs partagés et co-construire des solutions durables.

## Les rendez-vous à venir

À ce jour, la démarche Faire ensemble 2030 a permis de préfigurer des communautés d'action autour des trois ODD « santé », « énergie » et « éducation », réunissant des acteurs indépendants ayant un plan d'action fondé sur une vision et des objectifs communs, dans une stratégie d'impact collectif. L'année 2019-2020 va être consacrée **à l'identification de territoires** d'ancrage pour ces communautés, puis à leur animation. **Les 18 et 19 juin 2020, l'université Faire ensemble 2030** permettra de faire le point sur les actions mises en œuvre par les communautés.

## Comment la Fonda va-t-elle accompagner l'émergence des communautés d'action ?

L'animation des communautés d'action par la Fonda consiste **en un accompagnement méthodologique** sur plusieurs ateliers de travail. Les contenus de ces derniers visent à doter la communauté d'action :

- > d'un ou plusieurs terrains d'expérimentation,
- > d'un référentiel d'évaluation,
- > d'une charte partagée et d'un modèle de gouvernance,
- > d'un modèle socio-économique,
- > d'un schéma directeur de communication,
- > d'une feuille de route stratégique.

À terme, il s'agira de modéliser et de transférer cette méthode de travail.

## De nombreux acteurs engagés dans la démarche

Le programme Faire ensemble 2030 de la Fonda est copiloté avec le Mouvement associatif, le Comité 21 et le Global Compact France. La Fonda s'appuie sur des personnes investies et désireuses d'avancer ensemble dans leurs domaines d'action (la santé, l'énergie ou l'éducation), ou souhaitant soutenir le programme *via* des apports généraux sur les Objectifs de développement durable ou un soutien financier. Tous ces acteurs sont cités en dernière page.

Légende du schéma page suivante :



Ressource / Outil  
(livrables)

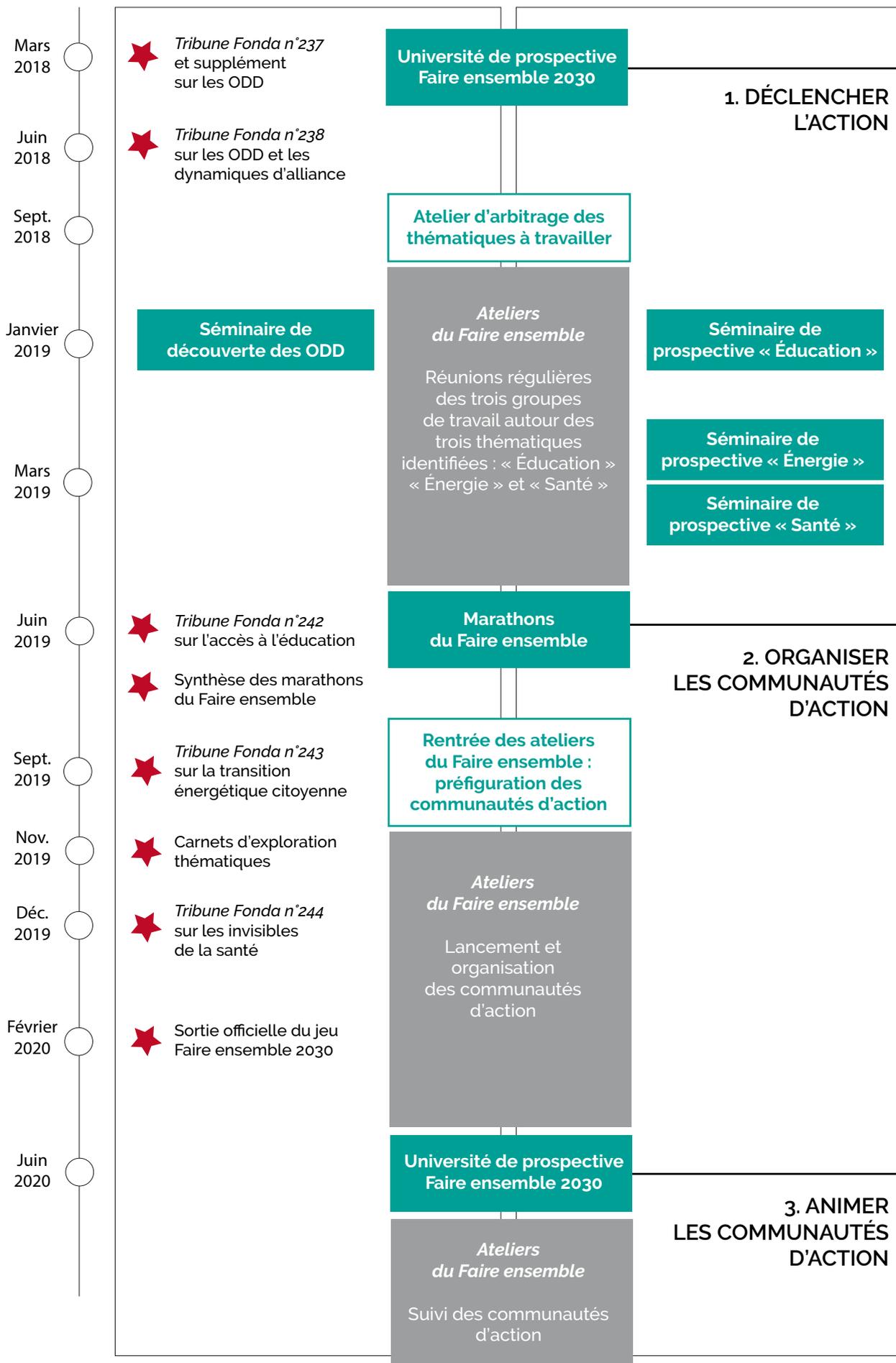
Séance de cadrage

Événement de travail  
prospectif ouvert.

Ateliers  
du Faire ensemble :  
réunions régulières en  
groupes pilotes.

**Exploration des enjeux,  
capitalisation et diffusion  
de la connaissance**

**Impulsion de stratégies d'impact  
collectif et construction de  
communautés d'action**



La Fonda remercie l'ensemble des parties prenantes de la démarche Faire ensemble 2030:

## Les co-pilotes du projet

---



## Les partenaires financiers du projet

---



## Les organisations impliquées, à ce jour, dans la mise en œuvre du projet

---

Futuribles International, l'IRD, le F3E, Étudiants et Développement, Coordination Sud, Sciences Po Paris, l'Institut des territoires coopératifs, la Fondation Cognacq-Jay, l'Université des patients, Nexem, l'UNA, l'Uniopss, APF France Handicap, Aides, le Geres, Enedis, l'AREC d'Ile-de-France, le Labo de l'ESS, Les Amis d'Enercoop, 4D, Unicef, le Choix de l'École, Article 1, l'Institut Télémaque, l'AAEEH, Mamans sans frontières, les Canaux.

Nous remercions le Commissariat général au développement durable qui suit et relaie nos travaux et les bénévoles de la Fonda mobilisés pour faire vivre ce projet.